

Initiatives ministérielles

nous citoyens, de toute intervention arbitraire du gouvernement ou de ses fonctionnaires dans notre vie de tous les jours. Les relations entre l'individu et le système politique deviennent, dans une certaine mesure, établies et impartiales.

En revanche, la règle établie par les dictateurs, même les plus bienveillants. . .

Et j'inclus ici le Premier ministre.

. . . pourrait facilement dégénérer en règle du caprice et du bon vouloir parce que même les dictateurs bienveillants se lèvent parfois du mauvais pied. La loi, en revanche, est censée être impersonnelle, prévisible et froidement rationnelle, et n'est pas sujette aux humeurs ou aux émotions de quiconque.

Cela pourrait bien sûr nous mener à un débat très passionné, mais si l'on réfléchit à la façon dont la situation a été présentée aux Canadiens, on s'aperçoit que le gouvernement a décidé que les gestes qui ont été faits au nom de ces collectives étaient d'emblée répréhensibles. Et c'est ainsi que le premier ministre, le ministre de la Justice et le ministre des Affaires indiennes ont refusé de négocier. La vérité, c'est qu'ils ont mal interprété délibérément la situation pour promouvoir leurs propres objectifs politiques.

Le deuxième commentaire que je voudrais faire à ce sujet, et qui est important je pense, c'est que toute cette affaire a terni considérablement l'image du Canada dans le monde. Une des scènes qui s'est déroulée en juin dernier à la place Tiananmen, en Chine, constitue pour moi l'une des images les plus mémorables de la démocratie: nous avons vu un homme qui se tenait devant un char d'assaut et qui se déplaçait en même temps que le char, de sorte que personne n'a avancé finalement.

Eh bien, j'aimerais que le gouvernement nous dise quelle différence il fait entre cet affrontement et celui que nous avons pu voir à l'émission «Newsworld» il y a quelques semaines, où l'on voyait s'opposer un guerrier Mohawk et un soldat de l'armée canadienne. Où est la différence? Si vous étiez assis en Chine devant votre téléviseur et que vous pouviez voir une situation qui est exactement l'inverse de ce qui s'est passé là-bas en juin, que penseriez-vous du gouvernement canadien? Que penseriez-vous de cet affrontement?

Les événements m'ont rappelé aussi ma visite en Roumanie au mois de mai, au nom du président de la Chambre. À l'extérieur d'un des grands hôtels du centre-ville de Bucarest, l'Intercontinental, j'ai pu voir une nuit une manifestation pendant laquelle les gens parlaient de la façon dont les choses se dérouleraient dans une société démocratique. Un étudiant a pris la parole sur un balcon, au deuxième étage, ainsi que d'autres membres de la collectivité; la foule se composait de gens de tous âges et de toutes conditions sociales.

Cet été, je me suis rendu à plusieurs reprises au Village de la paix, que les chefs autochtones du Manitoba avait érigé sur les terrains de l'Assemblée législative pour discuter de l'évolution de la démocratie au Canada avec les dirigeants politiques, par exemple les députés, et avec tous ceux qui voulaient bien venir discuter avec eux de leurs revendications. C'était tout à fait paisible. Les dirigeants ont accepté de lever le camp cette semaine, puisque le Parlement a repris ses travaux, parce qu'ils estimaient avoir fait valoir leur point de vue; je suis d'accord avec eux.

Encore une fois, quand les troupes sont arrivées à Bucarest, nous avons tous été horrifiés de voir qu'un gouvernement pouvait se retourner contre sa population, mais personne n'a attaché beaucoup d'importance jusqu'ici à la manifestation pacifique qui a eu lieu à Winnipeg. Quand j'y suis allé, les chefs, qui sont connus dans tout le pays, m'ont demandé si je savais ce que pensait le premier ministre. Ils voulaient savoir ce que le gouvernement comptait faire d'eux, et quelles étaient vraiment ses visées à leur sujet. Je n'ai pu que me taire parce que je ne pouvais pas leur expliquer ce que pensait le gouvernement. Je ne pouvais pas leur expliquer pourquoi on les traitait de cette façon.

Mais cette situation a créé une remarquable unité parmi les Canadiens. Nous commençons peut-être à faire des liens entre diverses questions, par exemple entre les questions d'environnement et ce que nous faisons de notre territoire parce que les peuples autochtones peuvent nous apprendre beaucoup à ce sujet. Ils peuvent nous dire comment ne pas gâcher nos ressources et comment les préserver pour les générations à venir. Il n'y a qu'à penser aux changements apportés au territoire des gens qui vivent dans le nord du Québec. Il faut voir comment les gens du nord du Manitoba ont dû modifier leur mode de vie à cause de la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba. Pensez un peu à tous ces changements et aux gens qui parcouraient ces régions et qui y ont vécu pendant des générations; en deux ou trois générations, nous, Canadiens, avons réussi à gâcher tout cela.

Le mouvement pacifiste, qui allait jusqu'à maintenant chercher ses causes à l'étranger, s'intéresse maintenant à ce qui se passe chez nous parce que nous sommes maintenant aux premières lignes de son combat. Nous ne pouvons plus tenir pour acquises la paix et la sécurité de nos citoyens.

• (0300)

Au Manitoba, les pacifistes se sont installés au Village de la paix pour la raison suivante, comme ils l'ont dit eux-mêmes: «pour appuyer la nation Mohawk et son combat contre le gouvernement fédéral, le gouvernement québécois, l'armée canadienne et la Sûreté du Québec, le peuple autochtone du Manitoba a construit un Village de la paix sur la pelouse de l'Assemblée